



# **Cahier des clauses administratives particulières**

Accord-Cadre à bons de commande

**Fourniture de gaz purs et industriels pour les sites de Saint-Etienne, Saint-Priest-En-Jarez et Aix-Marseille-Provence de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne**

# Sommaire en un coup d'œil

## **Partie 1 – Description du marché**

Vous y trouverez, notamment, les informations sur l'objet, la durée et les délais d'exécution du marché, les pièces contractuelles, la sous-traitance...

## **Partie 2 – Quelles sont les conditions financières du marché ?**

Vous y trouverez, notamment, les informations sur le prix, ses modalités de révision, les modalités de règlements

## **Partie 3 – Comment se déroulent les prestations ?**

Vous y trouverez les informations sur la commande des prestations, les conditions d'exécution des prestations et la réception des travaux

## **Partie 4 – Les sanctions et la fin du marché**

Vous y trouverez les informations sur les pénalités et la résiliation du marché

## **Partie 5 – Les autres clauses**

Vous y trouverez les informations sur les assurances à fournir et la langue applicable aux documents

## **Les dérogations aux CCAG Travaux**

Vous y trouverez un tableau qui récapitule les dérogations apportées au CCAG Travaux

## **Annexe**

Vous y trouverez les informations sur les documents à produire tous les 6 mois

# Sommaire en détail

<b>PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
Article 1. Parties contractantes .....	5
1.1. L'Institut des Mines-Télécoms .....	5
Article 2. Objet et montant du marché .....	5
2.1. Description de l'objet du marché .....	5
2.2. Allotissement .....	6
2.3. Le montant du marché.....	6
Article 3. La sous-traitance .....	6
Article 4. Pièces contractuelles.....	6
Article 5. Durée du marché et délai d'exécution .....	7
5.1. Durée du marché .....	7
5.2. Délais de livraison/ d'exécution .....	7
5.3. Prolongation des délais .....	7
Article 6. Modifications de la situation juridique du titulaire en cours d'exécution du marché .....	7
Article 7. Marché similaire.....	8
<b>PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHÉ ?.....</b>	<b>9</b>
Article 8. Le prix .....	9
8.1. Nature et type de prix .....	9
8.2. Mois d'établissement des prix .....	9
Article 9. Clause de révision des prix.....	9
Article 10. Modalités de règlement des comptes .....	10
10.1. Modalités de facturation et de règlement .....	10
10.2. La transmission des factures par Chorus Pro .....	10
10.3. Service chargé du paiement.....	11
10.4. Délai de paiement.....	11
10.5. Avances .....	11
Article 11. Clause de réexamen.....	11
Article 13. Nantissement .....	12
<b>PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ? .....</b>	<b>13</b>
Article 14. Comment sont commandées les prestations ? .....	13
14.1. L'émission des bons de commande .....	13
Article 15. Quelles sont les conditions d'exécution des prestations ? .....	13
15.1. Stockage, emballage et transport.....	13
15.2. Variation du nombre d'emballages .....	13
15.2. Livraison .....	14
15.3. Garantie .....	14
15.4. Maintenance .....	14
15.5. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....	15
15.6. Obligations et responsabilités.....	15
15.7. Sécurité.....	15

Article 16. Comment se déroule la réception des fournitures .....	16
<b>PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHE.....</b>	<b>16</b>
Article 17. Pénalités .....	16
17.1. Les pénalités applicables .....	16
17.2. Modalités d'application des pénalités .....	17
Article 18. Résiliation du marché .....	17
Article 19 – Le tribunal administratif compétent en cas de litige.....	17
<b>PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES .....</b>	<b>18</b>
Article 20. Assurances .....	18
Article 21. Langue .....	18
Article 22. Liste des pièces à produire tous les 6 mois.....	18
<b>PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES.....</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXE.....</b>	<b>20</b>
Annexe 1 – Les documents à produire tous les 6 mois.....	20

# PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHE

## Article 1. Parties contractantes

---

### 1.1. L'Institut des Mines-Télécoms

Mines Saint-Etienne (EMSE), 158 Cours Fauriel, CS62362, 42023 Saint-Etienne Cedex représentée par son Directeur, Jacques Fayolle.

Mines Saint-Etienne est une école de l'Institut Mines-Télécom, établissement public caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, sis 19 Place Marguerite Perey, CS 20031, 91123 Palaiseau cedex, représenté par Madame Cécile DUBARRY, Directrice générale.

L'IMT est un établissement public sous tutelle du ministère de l'Économie et des finances.

#### ➤ La dénomination du Titulaire

La ou les entreprises Titulaires de chaque lot sont dénommées « le Titulaire ».

#### ➤ L'interlocuteur privilégié du Titulaire

Le Titulaire doit désigner un interlocuteur privilégié pour toute la durée de l'exécution du marché.

Dans les 5 jours de la notification du marché, le Titulaire doit communiquer l'adresse email et le numéro de téléphone de cet interlocuteur. Cette formalité n'est pas nécessaire si le Titulaire a déjà communiqué ces informations dans son offre.

Tout changement de l'interlocuteur doit être préalablement communiqué à l'EMSE.

#### ➤ L'élection de domicile du Titulaire

Le Titulaire fait élection de domicile à son siège social pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché.

## Article 2. Objet et montant du marché

---

### 2.1. Description de l'objet du marché

Le présent marché est un marché de fournitures.

Il s'agit d'un accord-cadre à bon de commande relatif à la fourniture de gaz purs et industriels pour les sites de Saint-Etienne (42), Saint-Priest-En-Jarez (42) et Gardanne (13) de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne.

#### Lieux d'exécution/ livraison :

-Site historique- 158 Cours Fauriel-42100 Saint-Etienne

-Site CIS -Campus Santé Innovation- 10 rue de la Marandière-42270 Saint-Priest-En-Jarez

-Manutech USD, 20 Rue du Professeur Benoît Hauras-42000 Saint-Etienne.

-Site Campus Aix-Marseille-Provence-880 route du Mimet- 13541 Gardanne

## 2.2. Allotissement

Les prestations ne sont pas alloties.

## 2.3. Le montant du marché

Le marché est un accord-cadre mono attributaire à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum au sens de l'article R 2162-4 du Code de la Commande Publique.

Le montant maximum du présent accord-cadre est de 80 000€ HT pour la 1<sup>ère</sup> année et pour chaque période de reconduction.

## Article 3. La sous-traitance

---

Cet article précise les articles R.2193-3 à R.2193-22 CCP et l'article 3.6 du CCAG-fournitures courantes et services.

La sous-traitance est autorisée.

Le sous-traitant peut intervenir sur un chantier si 2 conditions sont réunies :

1. L'EMSE a accepté le sous-traitant et a agréé ses conditions de paiement ;
2. Le cas échéant, le sous-traitant a adressé un plan particulier de sécurité et de protection de la santé au responsable sécurité.



En pratique : Le titulaire doit fournir à l'EMSE le formulaire DC4 rempli et signé accompagné des documents qui attestent des qualifications et moyens techniques et humains du sous-traitant.

## Article 4. Pièces contractuelles

---

Cet article déroge à l'article 4.2 du CCAG-FCS. Les documents contractuels qui régissent le marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance.

Le CCAG-FCS est accessible sur le site [legifrance.fr](http://legifrance.fr). Le Titulaire est réputé en avoir eu connaissance.

## Article 5. Durée du marché et délai d'exécution

---

### 5.1. Durée du marché

Ce marché est conclu pour une durée initiale d'un an(s) à compter de sa date de sa notification.

Ce marché peut faire l'objet de 3 reconductions **expresses**, pour une période d'un an chacune. La durée totale du marché ne pourra pas dépasser quatre (4) ans.

L'EMSE est libre de reconduire ou non le marché. Le Titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du marché. Le Titulaire ne peut pas élever de réclamation en cas de non-reconduction du marché.

#### **Reconduction :**

Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de la reconduction deux mois avant la fin du marché dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 5.2. Délais de livraison/ d'exécution

Les délais applicables sont ceux indiqués au CCTP.

Le prestataire devra respecter scrupuleusement ces délais sous peine d'application de pénalité de retard.

### 5.3. Prolongation des délais

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge les délais d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

## Article 6. Modifications de la situation juridique du titulaire en cours d'exécution du marché

---

Cet article déroge à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS uniquement sur les points visés ci-dessous

Le titulaire doit immédiatement communiquer à l'EMSE les modifications qui surviennent au cours de l'exécution du présent marché et qui se rapportent à l'un de ces événements :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il se présente,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination,
- A sa nationalité,
- A son adresse ou siège social,
- A ses coordonnées bancaires,
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
- A une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

L'EMSE peut résilier le marché si le Titulaire ne respecte pas cette obligation.

## Article 7. Marché similaire

---

L'EMSE se réserve la possibilité de confier au Titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du lot dont il est titulaire.

A cet effet, une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables sera engagée. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la signature du présent marché.

Référence : article R. 2122-7 du CCP.



## PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE ?

### Article 8. Le prix

---

Cet article précise l'article 10 du CCAG-FCS

#### 8.1. Nature et type de prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application de prix unitaires (fourniture de gaz et d'azote liquide) et forfaitaires (location des emballages et des stockages d'azote liquide, prestations connexion-déconnexion) selon les stipulations de l'acte d'engagement et en référence au Bordereau de Prix Unitaires. Les prix du marché sont exprimés en euros H.T.

Les prix comprennent l'ensemble des opérations nécessitées pour la réalisation de prestations, le conditionnement, l'emballage, la main d'œuvre, le service, le chargement et le déchargement, le transport, le remplacement de tout bien détérioré, la garantie ainsi que l'assistance et le conseil aux utilisateurs.

Les gaz ou références non présents dans le Bordereaux de Prix Unitaires feront l'objet d'un devis et d'une actualisation du BPU.

**Pour les mélanges (quelques commandes par an), les référents des centres adresseront des demandes de devis au titulaire en précisant les caractéristiques précises du besoin.**

#### 8.2. Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix unitaires est celui de la date limite de réception des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

### Article 9. Clause de révision des prix

---

La date d'établissement des prix est la date limite de réception des offres.

Les prix initiaux sont ceux figurant dans l'offre initiale du titulaire du marché.

Les prix sont révisables en cas de reconduction du marché, par application d'une formule de révision de prix qui sera indiquée par le candidat dans son offre et validée par le pouvoir adjudicateur. La formule proposée devra correspondre aux usages de la profession.

Ainsi, au moment de chaque reconduction, si le titulaire souhaite une révision des prix, il doit transmettre sa demande par courrier avec accusé de réception avec un préavis d'un mois avant la date effective d'application.

A l'appui de sa demande de révision, le titulaire du marché devra fournir les date et montants des indices pris en compte et les bordereaux des prix actualisés relatif au présent marché.

Les nouveaux prix deviennent contractuels si le Pouvoir Adjudicateur n'a pas fait d'observation dans le délai de 15 jours à compter de leur date de réception.

Il est précisé toutefois que l'augmentation des prix ne doit **pas dépasser 4%** par an. Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, si l'augmentation est supérieure à 4%, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité avec un préavis de 3 mois.

## Article 10. Modalités de règlement des comptes

---

Cet article précise l'article 10 du CCAG-FCS.

### 10.1. Modalités de facturation et de règlement

La facturation de la location des emballages, de la location des stockages d'azote liquide et de la prestation connexion-déconnexion sera trimestrielle terme à échoir.

La facturation des consommations de gaz bouteilles et d'azote liquide sera mensuelle à terme échu.

### 10.2. La transmission des factures par Chorus Pro

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont exclusivement effectués sur le portail de facturation Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour déposer la facture sur le portail Chorus Pro, le Titulaire doit disposer des informations suivantes :

- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Les références du compte bancaire ou postal. Ces références doivent être identiques à celles indiquées dans l'acte d'engagement ;
- Le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- Le montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture sur le portail Chorus Pro est :

**Mines Saint-Étienne : 180 092 025 001 05**

**Le code service pour la facturation Chorus : MSE\_FACTURES\_SERVICE\_FINANCIER**



Toutes les factures doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.  
Les factures transmises par un autre moyen ne seront pas payées.

### 10.3. Service chargé du paiement

Le service chargé du paiement est :

<b>Mines Saint-Etienne</b>	<b>Agent Comptable secondaire SUD</b> <b>158 Cours Fauriel</b> <b>F-42023 Saint-Etienne Cedex 2</b>
----------------------------	---

### 10.4. Délai de paiement

L'EMSE règle les sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Référence : article R2192-10 CCP.

**Toutefois, le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations ou de réception du produit, lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture ou lorsque celle-ci est incertaine.**

### 10.5. Avances

Les conditions de versement de l'avance sont prévues à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique. L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Si les conditions ci-dessus sont remplies, le titulaire peut bénéficier d'une avance de 20%.

L'avance est calculée sur la base du montant TTC du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le délai maximal de versement de l'avance est de 30 jours calendaire à compter de la notification du marché.

Le titulaire indique dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1) s'il souhaite renoncer au bénéfice de l'avance.

En application de l'article 11.1 du CCAG-FCS, il est précisé que c'est l'option A qui est retenue concernant les modalités de versement des avances.

## **Article 11. Clause de réexamen**

---

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande Publique, il pourra être procédé aux modifications suivantes du marché par avenant :

- Ajout de nouvelles références de gaz ou de conditionnement au BPU sans modifications substantielles de l'objet du marché,
- Modification des fréquences de livraison en cas de modification importante de l'activité de recherche des laboratoires ;

- Ajout d'un point de livraison au bâtiment TWIN (10 rue Copernic 42100 Saint-Etienne) avec notamment de la livraison d'Argon et d'Azote.
- Potentielle suppression du point de livraison Manutech en cours de marché.

### Article 13. Nantissement

---

Cet article précise l'article 4.2 du CCAG-FCS

Le titulaire peut bénéficier du régime de nantissement ou d'une cession de créance.

Le bénéficiaire du nantissement ou de la cession de créances peut demander à l'EMSE :

- Un état sommaire des prestations effectuées, accompagné d'une évaluation qui n'engage pas l'EMSE ;
- Le décompte des droits constatés au profit du Titulaire ;
- Un état des avances et des acomptes mis en paiement.

Le comptable assignataire chargé du paiement est :

**Madame l'Agent Comptable secondaire SUD**

**158 Cours Fauriel**

**42023 Saint-Etienne**

## **PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ?**

### **Article 14. Comment sont commandées les prestations ?**

---

Cet article précise l'article 3.7 du CCAG -FCS.

#### **14.1. L'émission des bons de commande**

Le marché sera exécuté par l'émission de bons de commande en référence au bordereau de prix unitaires. Les mélanges feront l'objet d'une demande de devis préalable qui donnera lieu à l'émission d'un bon de commande.

Le titulaire mettra à disposition du pouvoir adjudicateur une solution de transmission des commandes (Ex : site internet, adresse mail, etc.)

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications applicables étant celles en vigueur à la date du marché) -se reporter au CCTP.

Cependant, le montant cumulé des bons de commande ne peut pas dépasser le maximum prévu à l'article 2.3 de ce CCAP.

### **Article 15. Quelles sont les conditions d'exécution des prestations ?**

---

#### **15.1. Stockage, emballage et transport**

Les dispositions de l'article 20 du CCAG-FCS s'appliquent.

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire. Les emballages restent la propriété du titulaire.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrivage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Le transport de bouteilles au sein des bâtiments se fait sous la responsabilité du titulaire jusqu'à raccordement sur les centrales de distribution ou dépôt dans les râteliers pour Saint-Etienne et jusqu'au dépôt dans les râteliers au point de livraison pour le campus Aix-Marseille-Provence (Gardanne).

#### **15.2 Variation du nombre d'emballages**

Le nombre d'emballage estimatif à mettre à disposition est indiqué à l'article 2 du CCTP. Ce nombre global d'emballages mis à disposition pour les deux campus pourra varier de plus ou moins 10%. Si la variation dépasse ce pourcentage de 10% (en plus ou en moins) un avenant sera alors établi pour revoir le forfait de location correspondant.

L'article 20.2 du CCAG-FCS s'applique. Il est précisé que le Titulaire doit respecter tous les règlements et consignes de l'EMSE et du responsable sécurité

## 15.2. Livraison

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison comportant notamment :

- L'identification du titulaire (ou du sous-traitant le cas échéant)
- La date de livraison
- La référence à la commande
- L'identification des fournitures livrées avec les quantités correspondantes

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre du marché doivent être libellées en français.

La livraison des fournitures est constatée par la signature d'un bon de livraison dont chaque partie conserve un exemplaire.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsqu'une cause qui n'est pas de son ressort fait obstacle à l'exécution de la commande dans le délai contractuel. Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## 15.3. Garantie

Conformément à l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an à compter de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Les autres dispositions de l'article 33 s'appliquent également.

## 15.4. Maintenance

Le titulaire indiquera à l'EMSE les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre à l'occasion du marché.

Les éventuelles interventions de maintenance correctives (ex : changement de joints, manomètres, etc.) feront **l'objet d'une demande de devis au prestataire validée par l'émission d'un bon de commande**. Les tarifs de main d'œuvre et de déplacement seront ceux indiqués par le titulaire dans son offre.

Concernant les changements de flexibles, les tarifs applicables sont ceux indiqués dans les bordereaux de prix.

Tous les flexibles ont été changés en 2020. Sur la durée du marché, ils seront à remplacer 1 fois dans la totalité, le candidat proposera dans son offre le coût unitaire et du remplacement de l'ensemble des flexibles dont la liste figure en annexe.

Le remplacement des flexibles et des composants des centrales ou autre fera l'objet d'un devis préalable à toute commande supplémentaire qui sera validée par Mines Saint-Etienne.

### **15.5. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles**

Conformément à l'article 24 du CCAG-FCS, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constations des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG-FCS.

### **15.6. Obligations et responsabilités**

Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du marché. Il s'engage à remplir ses obligations de résultat (fournitures) et de moyens (services). Il ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Pour la mission qui lui est confiée, il devra :

- Se conformer aux prescriptions des CCTP, prendre en compte et intégrer les normes et spécifications techniques décrites et en vigueur à la date d'exécution du marché, lesquelles constituent la base contractuelle technique de la mission.

- Informers et conseiller : à ce titre, il s'engage à répondre aux demandes de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution du marché.

Le titulaire est responsable de tout dommage causé à toute personne ou à tout bien à l'occasion de l'une des prestations dont il a la charge au titre du présent marché.

### **15.7. Sécurité**

Le personnel du titulaire ou de son sous-traitant agréé intervenant sur les sites du pouvoir adjudicateur devra être doté d'équipements de protection individuelle (EPI) conforme à la réglementation en vigueur.

L'appartenance de ce personnel au titulaire devra être clairement identifiée par une tenue de travail adéquate au logo de l'entreprise par exemple.

Les personnels extérieurs intervenant à l'EMSE sont tenus de respecter le règlement intérieur pour ce qui les concerne.

Un plan de prévention sera signé entre prestataire et le pouvoir adjudicateur.

## Article 16. Comment se déroule la réception des fournitures

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par un représentant de MSE au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des prestations conformément à l'article 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications approfondies sont effectuées par un représentant de MSE dans les conditions des articles 28.2 du CCAG-FCS.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononcera l'admission des livraison/prestations, si celles-ci répondent aux stipulations du marché, dans les conditions des articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHÉ

### Article 17. Pénalités

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG -FCS uniquement sur les points visés ci-dessous

#### 17.1. Les pénalités applicables

Les pénalités applicables sont celles listées ci-après.

Pénalités	Montant de la pénalité
Retard de livraison de l'azote liquide	Pénalité forfaitaire égale à 30€ par jour de retard.
Pénalité pour retard de livraison des bouteilles gaz industriels et mélanges standards	Pénalité forfaitaire de 15% du montant de la (des) bouteille(s) de gaz en question par jours de retard.
Pénalité retard de livraison mélanges à la demande	Pénalité forfaitaire de 15% du montant du mélange en question par semaine de retard.
Pénalité pour mauvaise exécution	En cas de non-respect des engagements contractuels ou de manquements répétés ou mauvaise exécution des prestations par le titulaire : <b>Application d'une pénalité forfaitaire égale à 100€ par constat de mauvaise exécution, sans mise en demeure préalable.</b> Le pouvoir adjudicateur en informera par écrit le titulaire en précisant les manquements constatés. <b>Exemple de manquements :</b> absence de confirmation de commande/ indication du délai de livraison, non-respect du plan de prévention, dépôts de bouteilles hors espaces dédiés, mauvaise exécution lors du changement des flexibles etc..



Pénalité pour travail dissimulé	Pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché. Sans excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.
---------------------------------	---

## **17.2. Modalités d'application des pénalités**

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable.

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel des prestations est expiré.

En application de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut pas excéder 10% du montant total hors taxes du bon de commande.

Si le montant total excède ce plafond, l'EMSE peut résilier le marché aux torts du titulaire et à ses frais et risques.

L'exonération des pénalités mentionnée à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS est laissée à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

Le montant de ces pénalités ne pourra être retenu sur les factures restant dues.

### **Exécution aux frais et risques :**

Par application de l'article 45 du CCAG-FCS et en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, le pouvoir adjudicateur, après mise en demeure restée sans effet, se réserve le droit de faire exécuter cette prestation par un tiers au frais et risques du titulaire.

En cas de mauvaise exécution répétée, le pouvoir adjudicateur pourra être amené à procéder à la résiliation du marché pour faute du titulaire.

## **Article 18. Résiliation du marché**

---

Le chapitre 7 du CCAG-FCS s'applique sans aucune autre disposition particulière.

## **Article 19 – Le tribunal administratif compétent en cas de litige**

---

En cas de litige et d'échec du règlement à l'amiable de ce dernier, le tribunal administratif de Lyon est compétent.

## PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES

### Article 20. Assurances

---

Le titulaire doit fournir toutes les attestations prévues à l'article 9 du CCAG-FCS avant tout début d'exécution dans un délai de 15 jours.

- L'assurance de responsabilité civile professionnelle,

### Article 21. Langue

---

Le Titulaire doit produire tous les documents en français.

Si des documents sont rédigés en langue étrangère, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les frais de traduction sont à la charge du Titulaire.

### Article 22. Liste des pièces à produire tous les 6 mois

---

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution les pièces listées à l'annexe n°1 du CCAP.



Les pièces mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne :

<https://365.e-attestations.com/>

L'EMSE peut résilier le marché si le Titulaire ne dépose pas les documents demandés. Cette résiliation interviendra après une mise en demeure restée infructueuse.

## PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Article du présent CCAP qui déroge au CCAG-FCS
Article 3.4.2.	Article 6 : Le CCAP prévoit que la liste des événements qui justifient que le Titulaire informe l'EMSE.
Article 4.2	Article 4 : L'ordre de priorité des pièces contractuelles est modifié.
Article 42	Article 9 : Le CCAP prévoit la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de résilier le marché sans indemnisation si la révision de prix est supérieure à 4%
Article 14	Article 17.1. : Le CCAP prévoit des pénalités supplémentaires et des modalités d'application différentes.

## ANNEXE

### ANNEXE 1 – LES DOCUMENTS A PRODUIRE TOUS LES 6 MOIS

#### 1. Pour le titulaire établi ou domicilié en France

1	<p><b>Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale</b> prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.</p>
2	<p><b>Le cas échéant</b>, lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, <b>l'un des documents suivants</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis)</li></ul> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Un extrait d'immatriculation au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat</li></ul> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente</li></ul> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• L'accusé de réception électronique mentionné à l'article R. 123-6 du code de commerce, émanant du greffier du tribunal de commerce compétent ou de la chambre des métiers et de l'artisanat compétente</li></ul>
3	<p><b>Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers</b> employés et soumis à autorisation de travail.</p> <p>Elle doit préciser pour chaque salarié :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Sa date d'embauche,</li><li>• Sa nationalité,</li><li>• Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.</li></ul>

## 2. Pour le titulaire établi ou domicilié à l'étranger

Ces documents sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

1	<p>Un document mentionnant son numéro individuel d'identification d'assujetti à la TVA.</p> <p>Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France</p>
2	<p>Un document attestant la régularité de la situation sociale du Titulaire (« formulaire A1 de détachement ») et un document mentionnant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes</p> <p><b>où</b></p> <p>Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant d'un organisme de recouvrement français prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale</p>
3	<p><b>Le cas échéant</b>, si l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :</p> <p>Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;</p> <p><b>où</b></p> <p>Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;</p> <p><b>où</b></p> <p>Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.</p>
4	<p><b>Le cas échéant</b>, si le cocontractant envisage de détacher sur le territoire national, pour l'exécution du marché, des salariés non ressortissants de l'UE, l'EEE, ou de la Suisse : il fournit, avant le début du détachement, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail, et précisant, pour chacun d'eux, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.</p>